

JOËLLE ZASK
INTRODUCTION À
JOHN DEWEY, ET
PARTICIPER. ESSAI
SUR LES FORMES
DÉMOCRATIQUES
DE LA
PARTICIPATION

PARIS, LA DÉCOUVERTE,
2015, ET LORMONT, LE
BORD DE L'EAU, 2011

RECENSION PAR MATHILDE
RENAULT-TINACCI

Parue en 2015, l'*Introduction à John Dewey*, publiée par Joëlle Zask revient sur les principales thèses du créateur pragmatiste de la philosophie sociale. L'auteure s'est livrée à la difficile tâche de restituer en synthèse les principales dimensions traitées par l'un des penseurs majeurs de la démocratie de la fin du XIX^e et jusqu'à la moitié du XX^e siècle. Traductrice de l'œuvre de Dewey, du *Public et ses problèmes* (1927/2010) et en compagnie de Jean-Pierre Cometti, des *Écrits politiques* (2018), elle-même philosophe de la participation, Joëlle Zask entend présenter l'œuvre du philosophe libéral, non à l'aune des recherches actuelles qui s'inscrivent dans sa filiation (Cefaï *et al.*, 2015), mais à « présenter Dewey, dans le contexte de son élaboration » (p. 5). Elle mobilise ainsi ses principaux détracteurs ou encore des héritages théoriques dont lui-même dépend, notamment de l'École de Chicago ou de l'anthropologie culturelle. Cette introduction insiste plus largement sur le déploiement de la philosophie sociale (sa portée, sa fonction, sa méthode) et la liaison faite avec « l'organisation démocratique du public ».

L'ouvrage est organisé en cinq parties. Alors que les deux premières entendent révéler les grands principes de la philosophie sociale, les trois dernières présentent la manière dont elle peut faciliter la participation des individus et le « gouvernement par le peuple » (p. 100). Cette recension propose de revenir sur ces deux dimensions croisées avec le déploiement chronologique de l'ouvrage s'appuyant sur les principaux arguments de l'auteure. En guide d'ouverture, nous tenterons un éclaircissement de ce que la philosophie sociale nous apprend de la démocratie participative.

CE QUE LA PHILOSOPHIE SOCIALE EST À LA DÉMOCRATIE

Le postulat premier de Dewey est souligné : l'individu et le social ne s'excluent pas, ils ne se pensent pas non plus isolément, ils s'entremêlent de manière circulaire, se modèlent l'un l'autre dans l'interaction (p. 7). Et cette non-exclusion se donne à voir en premier

lieu dans la lecture du fait démocratique, au fondement de la philosophie sociale. Comme Tocqueville, Dewey aborde la démocratie comme un « mode de vie personnel » qui comprend des habitudes et des conduites héritées ou basées sur des initiatives personnelles (p. 8). Pour Dewey, la démocratie ne s'instaure pas par décret, par voie institutionnelle, reléguée à la seule sphère du politique

« Partout où elle est tombée, elle était d'une nature trop politique. Elle n'était pas devenue la chair et le sang des gens dans la conduite quotidienne de leur vie » (Dewey, 1937 : 225, cité p. 9) mais bien lorsqu'elle est acquise à l'individu, ordinaire et non extérieure à soi. Elle ne peut être que « machinerie politique » (Dewey, 1927/2010 : 143). Ce n'est donc que lorsque les citoyens participent à la vie publique, outre le déploiement institutionnel de la démocratie politique, que la démocratie s'exerce et se développe. Et c'est là, la tâche dévolue à la philosophie sociale, celle de favoriser « l'ajustement réciproque entre les mœurs et les institutions », « restaurer les croyances et les pratiques qui renforceront le fonctionnement des institutions démocratiques » (p. 9), sinon de ré-enchanter la démocratie.

La visée de Dewey doit être ré-encastree dans le contexte historique qui l'a vu naître : le monde entre alors dans « la grande société » (p. 11), entre « grande industrie », « grande finance », « gouvernement centralisé », « marché international et guerre mondiale » et développement des « rapports sociaux » (p. 10-11). Zask revient sur les principaux processus qui la font émerger, mis en évidence par le philosophe pragmatiste : la concentration des activités dans des organisations atteintes de gigantisme (entreprises, institutions, etc.) (Dewey parle de « *corporateness* »), le processus de mondialisation qui fait déborder des secteurs entiers du contrôle par les États nationaux, enfin, troisième processus, le développement du sentiment d'impuissance à l'échelle des individus. L'individu est davantage vulnérable, proie de mécanismes socio-politiques et socio-économiques qui le dépassent. Il peine à diriger son existence et à comprendre l'environnement qui pèse sur lui. Zask souligne pour autant que chez Dewey

les deux premiers processus ne sont que peu problématiques, si une réponse est apportée à la souffrance et à la perdition de l'individu. Et la réponse qu'il appelle de ses vœux n'est autre que la philosophie sociale (p. 12).

Si certains constats que d'autres sociologues fondateurs ou philosophes ont réalisé, notamment sur la transformation des liens sociaux (Ferdinand Tönnies dans le passage de *Gemeinschaft*, à la *Gesellschaft*, Max Weber dans le passage de la *communalisation* à la *sociation*, ou encore Henry Maine dans sa comparaison entre les modernités occidentales et la société traditionnelle japonaise) sont repris, c'est sur l'analyse du pouvoir d'agir empêché et de la désagrégation de l'individualité que Dewey insiste, en invoquant la « crise de la culture » (p. 13). La valorisation idéologique du libre arbitre dans la « grande société », l'aspiration à de « grandes fins », alors même que l'ensemble des moyens pour parvenir à ces finalités ne sont pas disponibles, ou alors peu connus ou identifiés par les individus eux-mêmes, sont autant d'explications à la « démoralisation » progressive du peuple. Il s'agit donc, d'une part, de choisir les fins au regard des moyens disponibles, mais surtout de permettre aux individus d'identifier ces moyens et d'en connaître les ressorts.

Une fois posé le cadre de la théorie sociale de Dewey, Zask passe en revue les divergences entre théorie sociale critique et philosophie sociale (p. 16). Ces deux lectures ont un dessein commun : celui de penser ensemble individu et société, dans leurs interactions. Mais alors que dans la théorie sociale critique d'obéissance hégélio-marxiste, les rapports sociaux sont abordés par le prisme d'une « triple domination » (p. 16) « domination de la nature par l'homme, de la nature dans l'homme, et de certains hommes par d'autres », soit dans un registre booléen qui essentialise la polarité dans la société, Dewey préconise au contraire l'analyse de ce qui entraîne « la suppression des opportunités d'expérience individuelle », autrement dit « d'un mécanisme insensible, subtil et invisible, d'autant plus puissant qu'il est porté par tous, et en même temps par personne ».

Autre divergence avec la théorie sociale critique, il n'existe pas pour Dewey de raison émancipatrice – une intervention miracle au-dessus de la société – qui permettrait de se soustraire aux déterminismes sociaux et aux logiques de domination. « La critique vise donc moins les formes et les acteurs de la domination que les représentations ou les croyances répandues qui les rendent possibles. » (p. 17).

En filigrane, c'est l'approche épistémologique du philosophe qui se donne à voir : la philosophie sociale est une « critique des croyances » (p. 17) dans laquelle le philosophe ne se positionne pas en surplomb du monde et de la société, et ne se désengage pas des mécanismes qu'il observe. Au contraire, il permet par son action leurs modifications, non pas directement, mais par l'action des « individus perdus » eux-mêmes car « Dewey laisse cette tâche aux intéressés » (p. 21). C'est ici que l'auteure de l'introduction fait le lien avec ce qui constitue certainement l'héritage contemporain principal en sciences sociales de Dewey, présent dans les théories des capacités (Zimmermann, 2006) ou de l'*empowerment* (p. 21), ou encore dans les théories de la démocratie associationniste ou participative avec cette question : « Comment rétablir leur capacité [celle des intéressés] au *self-government* ? » (voir aussi Zask, 2010).

Si la philosophie sociale de la « démocratie radicale » (p. 23) de Dewey peut, sous certains aspects, être rapprochée de la théorie sociale critique, elle s'oppose à deux grandes conceptions de la philosophie politique qui encouragent la scission de l'individu et du social : l'organisme/collectivisme (holisme) et le libéralisme économique (individualisme). En cela, pour renforcer la démocratie et la culture qui s'y rattache, Dewey préconise de se libérer de ces « conceptions aliénantes ».

Zask montre ainsi que, dans les textes de Dewey consacrés au libéralisme (en premier lieu, Dewey, 1935/2014), deux mouvements sont identifiables : le premier relève les valeurs libérales qui ont été dévoyées de leur fonction première dans leur course à « l'amour

inexpugnable de la liberté » (p. 7), le second s'attache à celles qui permettent et accompagnent toujours la liberté et le progrès social. Dewey remarque qu'avec le XIX^e siècle, et au-delà de la doctrine selon laquelle doivent être consacrés les droits naturels des individus, à savoir le droit de vie, le droit à la liberté, le droit à la poursuite du bonheur et enfin le droit de propriété, au-delà de leur conversion en lois économiques, « la réussite économique individuelle » va être mobilisée pour « justifier idéologiquement les inégalités et légitimer le système institutionnel censé orchestrer la compétition sans l'endiguer » (p. 26). Zask relève une discordance farouche vis-à-vis de Herbert Spencer, fervent défenseur d'un libéralisme sans limite. Dewey s'oppose à une lecture de l'évolutionnisme qui justifie « la survie des plus aptes » et récuse la protection sociale, supposée engendrer « la mollesse » des citoyens. Pour Dewey, au contraire, « au fur et à mesure que le libéralisme s'affirme exclusivement comme liberté d'entreprendre et de capitaliser, le libéralisme spécifiquement politique reflue et perd la plus grande part de sa substance » (p. 27). En définitive, Dewey souhaite la restauration d'un libéralisme radical et démocratique. Quant à l'individualisme, il en estime l'existence de deux sortes : « le bon et le mauvais. » Le philosophe est sans doute l'un des premiers, bien avant les éclaircissements contemporains (par exemple, Ion, 1997), selon Zask, à faire la distinction entre « individualisme » et « individualité » (Dewey, 1930/2018). Autrement dit, faire la critique de l'individualisme n'est pas renoncer à valoriser l'individualité et l'individuation mais plutôt s'opposer à la fiction kantienne de l'individu « *already made* ». Au contraire, l'idée même selon laquelle l'individu précédrait sa socialisation et serait en mesure de « sélectionner librement les formes d'associations existantes » (p. 28) est une fiction. Contre Rawls, avec un raisonnement proche de celui des communautariens, Dewey réfute l'idée d'un individu « désengagé du monde » (p. 29), dissocié de ses attaches et appartenances au monde social. Pour Dewey, l'individu ne se « choisit » pas. Sans encastrement dans le social, « il nous est impossible de nous comprendre comme des personnes singulières » (Sandel, 1985, cité p. 29). Ainsi, la démocratie ne se forme que dans une transaction entre institutions politiques et

individualités : les unes et les autres étant tout aussi bien l'origine et la conséquence des actions qu'elles produisent ou qui les affectent. Finalement, ce que le philosophe reproche à la conception moderne du libéralisme, c'est son incapacité à penser le développement de l'individualité dans et par « l'action sociale organisée » (p. 31) et sa propension à tenir pour responsable l'individu, en charge de sa propre destinée et réussite en société.

Contre la perspective holiste, qui selon lui ouvre la voie à l'*absolutisme*, Dewey ne ménage pas non plus ses mots. Cet *absolutisme* qui est la marque d'une connaissance mono-factorielle, déterministe, unilinéaire, régie par la promulgation de lois théoriques auxquelles les faits empiriques doivent répondre, s'oppose à l'*expérimentalisme*, qui, en philosophie pragmatiste, soutient l'idée que les êtres et leur environnement interagissent en permanence, de manière asymétrique et non causale. Dans le holisme, l'individu est déterminé par la société, le collectif dont il résulte. Il reste au second plan et se voit dépossédé de toute autonomie. Cette pensée, qui est au fondement des régimes totalitaires, dans leur dimension la plus exacerbée selon Dewey, présuppose que l'être s'accorde avec le grand « tout » (p. 35). Elle doit être combattue (Zask, 2018). En effet, cette conception est la négation même de l'individualité. Zask confirme cette posture chez Dewey lorsqu'il aborde la question de l'éducation : l'élève n'est pas une forme vide à remplir, le réceptacle inerte d'une culture déposée par la société mais se réalise plutôt « par l'intermédiaire de la construction de sa propre expérience et de sa participation active à l'environnement qui est le sien » (p. 37). Cette pensée éducative est au fondement de l'expérience démocratique chez Dewey : la sociabilité primaire est le lieu du pré-politique, mis en pratique dans les jeux, dans les interactions où la singularité individuelle se tisse dans la pluralité.

DE LA THÉORIE DE L'EXPÉRIENCE À L'ENQUÊTE SOCIALE

L'introduction de Zask montre combien la philosophie sociale se doit de rétablir la pensée de la réciprocité entre le social et l'individuel soit « élaborer une conception des relations entre l'individuel et le social qui soit favorable à l'action sociale ». L'auteure revient sur les deux définitions du terme : l'action sociale est d'abord l'action des individus sur les conditions sociales de leur existence. Elle est aussi l'action des groupes sociaux qui exercent un contrôle social « non seulement sur leurs équilibres et leurs coopérations mutuelles, mais aussi sur la distribution des conditions d'individuation de leurs membres » (p. 39). La socialisation des individus doit ainsi être perçue « non comme une contrainte (Durkheim), ou comme une relation d'obéissance (Foucault) » mais comme les conditions du déploiement de l'individualité et de la réalisation de l'individu, sans être indépendante toutefois des autres déploiements et du nécessaire renforcement du bien commun.

Inspirée du darwinisme, l'expérience chez Dewey est un processus situé et non donné, qui comprend tout à la fois une méthode de production de la connaissance, « l'enquête », et une posture qui lie le théorique et l'empirique dans l'intérêt porté au processus d'adaptation que le philosophe nomme *interaction* (de l'organisme avec l'environnement et inversement) ou *transaction* (que Dewey choisira plus tard dans ses échanges avec Arthur Bentley : 1949/1989). « Elle consiste au contraire dans une relation entre l'organisme et son milieu, d'une nature telle que l'un et l'autre se transforment mutuellement, de manière à coexister en dépit de leurs changements réciproques. » (p. 42). Les parties prenantes de la transaction, lorsqu'elles rentrent en « activités », s'échangent ressources et propriétés (p. 46). Ce lien adaptatif entre organisme et environnement ne devient objet de l'expérience que lorsqu'apparaît « une tension », ou un « déséquilibre », qui nécessite une action de rétablissement. En ce sens, l'adaptation est un processus fondamentalement actif. Cette

relation d'interaction n'implique pas pour autant des effets symétriques de l'un envers l'autre, de l'action de l'un ou de l'autre : l'adaptation n'implique pas de causalisme. Toutefois, Zask souligne chez Dewey la volonté de sortir d'une perspective « finaliste » de l'évolutionnisme (p. 45) : l'évolution n'a pas de marqueur de début ou fin, c'est une histoire sans programme et sans plan qui ne déroule pas en « stades » (pour faire mention d'Auguste Comte).

L'expéimentalisme doit pouvoir être appliqué à une théorie de la connaissance et donc à la culture scientifique. La science n'est, dans sa conception, qu'une forme plus développée de construction de connaissance que celle qui se fait dans l'expérience ordinaire. La connaissance produite n'est plus la vérification de l'adéquation entre l'idée et l'objet connu, mais le produit de l'interaction du sujet et de l'objet qui, dans leur rencontre, objectivent ces « ajustements mutuels ». « Elle est un mode d'être au monde qui identifie qu'il est du monde et par le monde comme partenaire d'une réalité qui le précède, qui subsistera après lui, mais qui serait autre qu'elle n'est et qu'elle sera en son absence. » (p. 48). Ainsi, la frontière entre connaissance et réel s'efface. L'auteure de l'introduction remarque que l'interaction chez Dewey tient plus de l'idéal (p. 59) qui reste utile à l'organisation et à l'orientation des conduites humaines.

Zask observe deux phases dans l'expérience deweyenne ; la première est active (expéimentale) c'est-à-dire qu'elle correspond chez un individu à l'atteinte d'un effet spécifique à l'égard de son environnement par un déploiement d'énergie relatif à l'importance de l'effet souhaité ; elle est aussi « naturelle » (organique) et correspond à l'adaptation continue de l'organisme et de l'environnement en fonction de ses besoins vitaux. L'expérience, lorsqu'elle est expéimentation, peut être dotée d'une créativité ou innovation sans précédent et « elle introduit dans la situation où elle prend place certains changements » (p. 52). Mais en retour, et c'est là la seconde phase dite passive, l'agent doit pouvoir encaisser les conséquences plus ou moins fâcheuses de ses actes. Les deux phases se pensent ainsi de manière

consécutive, et en alternance, en fonction des déséquilibres et des tensions qui naissent des interactions, ou au contraire de la volonté d'agir des individus.

Zask relève que le philosophe ne dit rien du passage d'une expérience organique ou naturelle à une expérience humaine, réfléchie et intentionnelle (p. 53). Elle propose dès lors de présenter la méthode de l'expérience cognitive, autrement dit de l'enquête sociale. L'enquête est fondée sur les mêmes spécificités que l'expérience en ce qu'elle est adaptative et agissante (*knowing is doing*, p. 55) et qu'elle permet la connaissance, à la base du rapport des hommes et du monde. Mais, au-delà de sa qualité naturaliste nécessaire à la survie, la connaissance est aussi encastrée dans un univers culturel et social qui conditionne son émergence et ses formes.

De cette théorie de la connaissance découle une méthode empirique (sans s'y réduire exclusivement) : l'enquête sociale. À cheval entre l'expérimentalisme et la conception culturaliste de la démocratie de Dewey, l'enquête sociale a pour mission de pallier les dysfonctionnements sociaux, tout en étant elle-même intégrée au social : « elle est aux relations troublées entre l'individuel et le social ce que l'ingéniosité est à l'individu isolé, ou ce que l'institution est à la communauté organisée. » (p. 71). Autrement dit, l'enquête sociale chez Dewey (1938/1993) est pour les individus le moyen de restaurer à la fois leur capacité à contribuer ou à participer à la vie de la communauté et leur capacité à en tirer parti des ressources ou du capital social (au sens de Putnam, 2000) – mais elle est aussi ce qui augmente le pouvoir d'agir des individus dans une communauté d'autogouvernement, et leur offre la possibilité de s'épanouir et de se réaliser. Elle est donc la méthode qui, face à des situations sociales vécues comme « indéchiffrables » (p. 72), permet de définir ces situations, d'y percevoir une logique, d'en discerner les conséquences néfastes, de leur attribuer des causes et d'en identifier les responsabilités, et d'y trouver des solutions ou des alternatives. Méthode qui, par la création collective des outils pour se comprendre et se gouverner, permet également

de « rétablir l'individualité ». Cette méthode est indissociable de la vision que Dewey porte sur la fonction de la recherche en sciences humaines et sociales, qui, bien au-delà d'un attribut esthétique ou un loisir consensuel, est un véritable outil politique. Là encore, cette posture est contraire aux développements des positivistes, notamment dans leur imitation des « sciences dures ». Zask reprend dans son développement les travaux de Timothy Kaufmann-Osborn (1985 : 829, cité p. 73) qui résume la lecture critique du positivisme par Dewey : la prétention à l'adoption de loi universelle valable est une fiction, tout au plus « une hypothèse dont la valeur et l'effectivité sont variables et qu'il est loisible de réviser » (p. 74), tout comme la prétention à la « neutralité axiologique » du chercheur. Le prétendu désengagement du théoricien n'a de sens que dans une société qui valorise une démocratie d'expert, qui confisque la parole au peuple en lui reprenant les droits d'enquêter en son nom.

Trois phases de l'enquête sociale peuvent être repérées : la première est l'identification de la nature du trouble ressenti et de ses causes (p. 57), cela suppose que « l'enquêteur s'oriente vers les éléments de la situation qui à son avis provoque son trouble » (*ibid.*). Avec d'autres, il commence à collecter les matériaux lui permettant d'analyser, de réparer ou de corriger l'objet de son trouble. Ensuite, c'est au plan d'action d'être élaboré. Les conséquences de ce plan d'action doivent être réfléchies et anticipées. Ce plan d'action est destiné à modifier la situation problématique dans une issue favorable pour ceux qui en pâtissent. Les enquêteurs s'engagent ainsi en responsabilité dans l'agir, et échappent aux mécanismes insensibles, subtils et invisibles, dont ils étaient les jouets (p. 17). Au cours de la troisième phase, le plan d'action est mis à exécution et les solutions imaginées pour résoudre la situation problématique sont mises en œuvre. Au regard des résultats, et en cas d'échec, de nouvelles hypothèses peuvent être formulées : les fins et les moyens ne cessent de s'ajuster dans l'accomplissement du plan d'action, dont la logique prolonge en quelque sorte celle de l'enquête sociale. Il en résulte l'émergence de matériaux qui pourront être utiles pour des expériences ultérieures.

« Nous pouvons conclure que seules sont pertinentes ou signifiantes les expériences qui engendrent de nouvelles expériences et sont partageables à ce titre. » (p. 62). En d'autres termes, par l'enquête sociale, « la fonction des sciences sociales est d'exercer la méthode de la démocratie » (p. 77).

DE LA DÉMOCRATIE CULTURELLE À LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

Il serait nécessaire de commencer cette partie par une question : « L'enquête sociale peut-elle faire le contenu d'une politique ? » (p. 91).

Rappelons que la démocratie chez Dewey est, avant d'être un ensemble d'institutions, de normes et de régulation (la démocratie politique), une réalité expérientielle et ordinaire (la démocratie culturelle), et que la démocratie primaire, comme chez Tocqueville avec les associations, mérite une profonde attention. Car ce qu'il interroge notamment dans *Le public et ses problèmes*, c'est la capacité d'une société humaine à relier démocratie culturelle et démocratie politique. Toutefois, à la différence de son précurseur, Dewey ne pense pas seulement la communauté locale (le public, ou les associations) comme le lieu d'éducation, de formation à l'esprit civique, puisqu'en limitant la solitude individuelle et le despotisme étatique les associations responsabilisent les individus en favorisant une prise de conscience civique de l'intérêt général par les intérêts particuliers. C'est dans une forme plus radicale encore que la démocratie culturelle chez Dewey est présentée : elle est au fondement même du gouvernement politique et des institutions démocratiques.

Pour mieux expliquer cette radicalité, Zask revient sur ce qui fait « public », notamment dans la distinction entre privé et public chez Dewey (p. 92-93). Est *public* ce qui engage par voie de conséquence, et de manière indirecte, un ensemble d'individus *a priori* non concernés par une action humaine, et est *privé* ce qui concerne exclusivement les parties prenantes d'une action humaine sans conséquence

extérieure que leur seule interaction. Le public se forme donc lorsqu'un ensemble d'individus est affecté par des phénomènes « graves, persistants, étendus » engendrés par une action humaine à laquelle ils n'ont pas participé, mais dont les conséquences méritent un contrôle commun et négocié. Le public se dote alors d'instance de régulation pour gérer au mieux ces conséquences. Il devient donc l'opérateur d'une médiation entre les communautés primaires (famille, voisinage, association de passion) et les institutions en charge de la régulation de la grande communauté. Les associations, objet des travaux tocquevilliens, se retrouvent indistinctement en position de « communauté primaire », de « public », voire de « régulatrice » dans la conception deweyenne.

Dans le cadre d'une transaction privée, il est aisé pour les intéressés de gérer ou de réguler ce qui relève des actions dans lesquelles ils sont eux-mêmes engagés. Il n'en va pas de même pour ce qui relève du public : la constitution d'instances de régulation, comme l'est le gouvernement d'un État démocratique, est nécessaire pour gérer « le commun », mais ne peut se fonder que sur l'exigence absolue des publics et de leurs intérêts. Ainsi « le bien public ne réside pas uniquement dans le maintien d'une organisation politique stable, mais dans un arrangement social et politique si souple que, dans la société, chacun puisse contribuer à fixer ses conditions d'existence et que, dans l'État, chacun puisse saisir le gouvernement suivant ses priorités découvertes dans l'expérience sociale » (Zask, 1999).

Mais la formation des publics est, selon Dewey, fragilisée. Avec l'avènement de la grande société et de la mondialisation associée, les conséquences indirectes se multiplient et les individus se trouvent isolés, ignorants des phénomènes qui les assaillent et toujours plus impuissants à y répondre. Il en découle une démultiplication anarchique de publics déconnectés les uns des autres et, en définitive, « l'éclipse du public » politique (p. 94). C'est en ce sens que l'enquête sociale est absolument nécessaire, notamment dans sa généralisation. Car si les publics ne peuvent identifier les causes qui les affectent,

les mécanismes qui les atteignent et dont ils sont les victimes, ils ne peuvent entrer dans des processus de politisation (*ibid.*). Si le public entame toujours sa trajectoire dans des expériences de passivité, ce n'est finalement qu'en identifiant ce qui fait qu'il est un public, en comprenant les causes qui l'ont produit et en analysant les conséquences qui en découlent, qu'il entre dans l'action véritable et qu'il se politise. Les citoyens membres des publics deviennent alors les « doubles » (p. 96) des membres affectés. Chez Dewey, il est une démocratie qui doit être vécue dans le public avant même qu'existe un État pour la garantir : l'un ne peut se penser sans l'autre. Il ne peut, selon lui, exister de procédures ni de règles qui poussent les citoyens à coopérer pour résoudre des problèmes issus de l'action humaine. Leur inclinaison pour « l'expérience publique » se trouve au préalable dans l'expérience infra-politique de la communauté : le « spécifiquement social » chez Dewey croise le spécifiquement démocratique. Zask rappelle qu'au début du *Public et ses problèmes*, Dewey montre l'inutilité de « se demander comment les individus en viennent à être associés » (p. 79). La bonne question est de savoir comment ils s'associent dans une *forme de vie collective*. Car, pour lui, le spécifiquement social n'est palpable que lorsque « l'individu associé à d'autres développe un intérêt pour l'association elle-même et ses finalités » (p. 80), et qu'il est en mesure de réfléchir et/ou transformer cette association humaine. Le social est donc caractérisé chez Dewey, à l'inverse de « l'action collective » (p. 83), par une libre participation, fruit d'une « communication ». Il n'y aurait pas vraiment de social dans le cas d'associations mécaniques ou contraintes.

Ce n'est qu'à partir de cette habitude de la coopération humaine, libre, consentie et active, dans la communauté primaire, dans les relations qui s'y nouent, que le public peut plus aisément se constituer et, en conséquence, pourrait transformer en miroir la grande société. On retrouve à nouveau chez Dewey une perspective tocquevillienne qui voit dans l'adhésion à une association le développement d'une prédisposition démocratique et coopérative des individus, en garantissant, en même temps, sa liberté. La participation « de voisinage »

permettrait de préparer les citoyens à la chose publique, de leur assurer les ressources pour régler par eux-mêmes les affaires publiques, et de veiller à ce que leurs mandataires agissent dans leurs intérêts. Ce discours a été réactivé plus récemment chez les théoriciens de la démocratie participative et du capital social : la démocratie participative, en relais de la participation conventionnelle, permettrait de créer, au milieu de l'anomie démocratique, des « publics » démocratiques (Putnam, 2000 ; Fung & Wright, 2003).

On comprendra à ce titre qu'au cours de la cinquième partie, Zask rappelle la répugnance du philosophe à l'égard des thèses révisionnistes de la démocratie (p. 99). Il est impensable pour lui de présupposer l'incompétence ontologique des citoyens à la mise en œuvre de la démocratie. Au contraire, « le degré de démocratie réelle dépend du degré de participation effective du public à l'identification comme à la direction des affaires communes » (p. 100). Plusieurs raisons expliquent cette conception radicale : tout d'abord, l'action des citoyens sur les conditions de leur association est nécessaire à leur épanouissement personnel, en complément de leur vie privée. Les individus se réalisent dans la vie en commun. Ensuite parce que le public est le seul en mesure de déterminer ses propres intérêts, et de faire émerger des savoirs dans l'expérience publique, distincts de ceux des experts (Cefaï, 2016). Enfin, pour le philosophe, la compétence au gouvernement et à la gestion des affaires publiques n'est pas innée, mais elle s'acquiert et les ressources nécessaires à l'apprentissage doivent être également distribuées, car il n'y a pas en démocratie de citoyen naturellement incompétent (pour une mise en regard avec Walter Lippmann : Zask, 2000). « Que les individus soient souvent incapables de gouvernement ne prouve pas qu'ils soient naturellement déficients, mais prouve que l'organisation sociale, les habitudes et les croyances les condamnent à l'être » (p. 101). La libre participation permet aux citoyens – tout en se prévalant des préjugices encourus – de renouveler leurs dispositions et de renforcer leur individuation. Socialisation et individuation sont, en ce sens, « des processus inséparables » (p. 81).

Pour les observateurs de la démocratie participative telle qu'elle existe¹, la démocratie radicale visée par Dewey peine à trouver traduction, notamment dans les expérimentations mises en œuvre depuis 1960 aux États-Unis puis en France (comité de quartier, consultation avec l'avènement de la politique de la ville par exemple) (Blondiaux, 2017). Tout d'abord, les dispositifs de participation s'appuient rarement sur une demande sociale provenant d'en bas et sont rarement une réponse à la gestion commune d'un problème affectant un ensemble d'individus à la base de la constitution des publics. Il ne s'agit pas de l'identification « de problèmes publics » (Zask, 2008) à part entière. Marion Carrel (2013) montre ainsi à partir d'un terrain francilien et grenoblois, les effets paradoxaux de la démocratie participative dans les quartiers populaires : si cette dernière n'est pas sans effet sur le développement des compétences citoyennes des habitants, la disqualification de leurs savoirs ordinaires, leur dépendance dans les formes de contribution, comme dans la discussion publique avec les décideurs, rendent la participation fragile et la transforment parfois en performance « anti-public ». L'analyse des budgets participatifs (Sintomer, Herzberg & Röcke, 2008 ; Nez, 2013) montre, par exemple sur le cas parisien (Renault-Tinacci, 2016), une déconnexion importante entre l'espace de participation (dépôt des projets par exemple) et l'espace des décisions (sélection des projets, régulation normative et intégrée au programme de mandature). À ce sujet, Zask parle de « forme illusoire de participation » (Zask, 2011 : 9). Dans ces dispositifs, les citoyens ordinaires ne sont pas en capacité de surveiller leurs mandataires après la clôture du moment de participation : ils doivent s'en remettre à des élus et des experts sur lesquels ils n'ont plus guère de contrôle. Enfin, les expériences concrètes de démocratie vernaculaire, mises en regard de l'idéal deweyen, conduisent à se demander si la proximité et le concernement que l'on retrouve dans certains dispositifs (conseil de quartier, table de quartier, budget participatif) ne s'inscrivent pas, souvent, dans le cadre de transactions privées de membres d'une communauté d'habitants en relation avec des élus et des experts ? L'expression militante ne devient-elle pas, en ce cas, le symptôme de peurs sociales et ne doit-elle pas être

interprétée comme des actions de défense de leurs intérêts privés par des groupes de type NIMBY ?

En outre, on assiste à une reproduction des inégalités dans les distributions des ressources dédiées à la formation civique et politique : les mieux lotis et les mieux formés auront une propension plus élevée à participer. Les élus pointeront en ce sens la mainmise sur ces dispositifs par des citoyens jugés « pas assez ordinaires », « pas assez dominés ». D'un autre côté, la constitution réglementaire des cadres des dispositifs participatifs, tel que le budget participatif parisien et le cadrage de l'intérêt général dans un registre technocratique, montre combien les « thèses de l'incompétence du public » sont encore, au moins partiellement, vivaces (p. 98). D'une certaine façon, c'est une croyance qui conduit les différents acteurs à agir en conséquence – et à produire le mal qu'ils redoutent par ailleurs. L'expérimentalisme démocratique est loin d'avoir fait son chemin dans les esprits et dans les pratiques, malgré les exigences démocratiques toujours plus nombreuses des citoyens, leurs demandes de transparence et leurs attentes de participation, non réduites au moment éphémère de l'élection d'une nouvelle « machinerie politique ».

PARTICIPER : PRENDRE PART, CONTRIBUER, BÉNÉFICIER

L'introduction de Joëlle Zask donne un bel aperçu de l'ensemble de l'œuvre de John Dewey. On regrettera toutefois son choix de ne pas étoffer l'ouvrage par des exemples plus concrets et de ne pas dialoguer davantage avec des perspectives sociologiques ou philosophiques plus contemporaines. Au regard de l'expertise de l'auteure sur le sujet, on aimerait en savoir plus encore sur la pertinence actuelle de Dewey : qu'est-ce que la matrice de sa philosophie sociale peut nous apprendre des écueils et des atouts de la démocratie représentative et participative ? Ces réponses, le lecteur les trouvera plus aisément dans son essai : *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation* (2011). « Prendre part, avoir une part et apporter une

part » constituent chez Joëlle Zask les trois figures de la participation (*ibid.* : 321). L'ouvrage porte un autre regard sur la participation tout en s'appuyant sur des textes divers issus aussi bien de la théorie politique que de la sociologie générale, de l'anthropologie culturelle ou encore de travaux historiques sur les peuples autochtones.

Ce qui fait la pertinence et l'originalité de la thèse de l'auteure, dans le sillage de Dewey, est la liaison entre la participation – notamment civique – et la réalisation des conditions d'individuation des citoyens. L'ouvrage s'ordonne autour des trois figures de la participation « prendre part, avoir une part et apporter une part ». Chacune de ces parties tend à en définir une, puis à démontrer sa portée et sa nécessité, et enfin à justifier de la nécessité de l'accorder aux autres. L'isolement potentiel de l'une des figures de la participation par rapport aux autres concourrait ainsi à l'inégalité, l'instrumentalisation ou encore à l'injustice dans nos sociétés. Le point de départ de l'auteure est particulièrement séduisant : « Pourquoi faudrait-il que les citoyens, les riverains, les amateurs d'art, les étudiants, les lecteurs de la presse, les malades et leur famille, participent ? » (p. 7). Car « si les citoyens ne sont pas en mesure de s'engager dans une entreprise dont la forme et la nature n'ont pas été préalablement définies par eux-mêmes », on a affaire à « une forme illusoire de la participation » (p. 9). Zask remarque ainsi que les arènes de la participation sont souvent désertées par les citoyens, et que, lorsqu'elles se déploient effectivement, la participation y est cadrée et coercitive, développant l'adhésion d'un public envers une entreprise culturelle, stratégique ou politique en recherche de légitimation. Ce fonctionnement de la participation comme simulacre ne fait pas écho aux grands principes des démocraties libérales et encore moins aux pères de la démocratie forte – Jefferson, Tocqueville, Dewey ou Cooley. Que l'on ne s'y méprenne pas, Zask ne formalise pas la critique de la participation, mais propose plutôt un horizon pour dépasser les écueils sociaux, politiques et culturels que celle-ci rencontre. Elle se concentre sur les conditions effectives de la participation des citoyens, et la manière par laquelle ils pourraient finalement se constituer véritablement en public.

Et, pour cela, il faut déjà *prendre part*, c'est-à-dire apprendre à s'associer. Prendre part rend compte de la liaison qui existe entre un groupe et un individu. Cette dernière ne se fonde pas sur l'appartenance sociale, mais sur la poursuite d'une finalité commune, en premier lieu sur le plaisir d'être ensemble. « Je préfère plus que tout autre le milieu dont je tire mon identité personnelle. » (p. 22). La sociabilité qui naît de cette disposition sociale est finalement libre et protéiforme, enrichissante et suppose la réciprocité dans l'échange (p. 33). « La sociabilité n'équivaut ni à un instinct, ni à une disposition innée, mais à une tendance que les individus acquièrent au fur et à mesure que se développe chez eux le désir d'approfondir leurs expériences de socialisation. » (*Ibid.*). Comme chez Dewey, l'association engendre l'intérêt pour l'association. La perspective éducative est donc également liée à la participation : elle rend capable de maîtriser l'art de s'associer. L'association véritablement humaine, selon Zask, permet en ce sens deux choses, qui ne s'accordent pas avec les cadres de la démocratie représentative : l'évitement de la remise politique de soi (« plus ils s'associent, moins ils s'en remettent à autrui pour agir à leur place », p. 95), et l'éducation à la citoyenneté (« l'association est le laboratoire où se développe l'esprit public », p. 97). C'est dans la pluralité des intérêts mis en commun, au contact d'autrui, que les individus peuvent accroître leur capacité sociale, et ainsi affirmer leur individualité. « Plus les relations sociales sont libres et variées, plus les ressources et les conditions dont les individus ont besoin afin de se développer sont présentes, plus les individualités sont affirmées. » (p. 48). En empruntant à Jefferson sa théorie du *self-government*, Zask (2010) montre que lorsque les différentes formes d'union sociale coopèrent, elles évitent tout empiétement de l'extérieur, et donc le despotisme qui découle de l'isolement des citoyens (p. 101). Mais il n'y a finalement de *prendre part*, ou d'association volontaire, que si l'individu est en capacité de se désolidariser du groupe auquel il avait décidé de se lier. « Une démocratie libérale se situe donc à la croisée de l'association et de la dissociation. » (p. 107). Le citoyen doit pouvoir se distancier de l'association s'il en a la volonté, ou encore de la réformer si elle ne satisfait pas ses besoins de contribution et

d'individuation (p. 112). Cette proposition nous entraîne à faire deux remarques qui vérifient pratiquement l'existence d'une telle possibilité au sein même du monde militant : les récents travaux sur les transformations des engagements syndicaux (Pereira, 2010), ou associatifs (Ion, 1994 ; Roudet, 2004 ; Thoury, 2017), soulignent combien la possibilité même de la distanciation et de la liberté d'association démultiplie les conditions de l'individuation des individus qui y militent. Toutefois, « la persistance des associations dépend en grande partie des possibilités dont jouissent les individus pour s'y sentir à l'aise, s'y épanouir ou y développer leurs activités » (p. 113). Alors qu'émergent dans le monde syndical ou associatif des critiques des logiques « d'engagement en dents de scie » et du « déclin des équipes bénévoles », c'est la capacité même de ces groupes – de fait ou déclarés – de laisser la possibilité à leurs membres de contribuer selon leurs besoins qui est interrogée. Les exigences démocratiques des associatifs, leur désamour des grandes associations ou grandes fédérations historiques et leur volonté de créer de nouveaux collectifs en vue du bien public tendent à le prouver. Il en va de même pour la démocratie participative dite institutionnelle : l'écueil est celui d'une implication passive des citoyens qui ne les engage pas dans une mise en sens politique, qui leur permette d'agir sur les conditions de la vie publique et de prendre part au gouvernement.

C'est en ce sens, ensuite, que *prendre part* doit avoir un complément : il s'agit pour les individus d'*apporter une part* à la communauté. « La dimension de la contribution, quant à elle, permet de se concentrer non plus sur la socialisation des individus et sur la formation de leur esprit public, mais sur la “démocratisation” des groupes organisés. Elle dirige l'attention sur les forces de renouvellement qui entraînent une transformation des groupes constitués par la participation au premier sens du terme. » (p. 117). Zask explique que lorsque la participation est trop canalisée, elle ne peut induire de conséquences démocratiques, modeler les contours et transformer les fonctionnements du groupe : un budget participatif, tel que celui mis en œuvre par la Ville de Paris, s'est ainsi rendu imperméable à

l'action des collectifs associatifs dans les premières éditions de 2014 ou 2015, alors qu'une partie d'entre eux semblait réfractaire à l'action des individus en leur sein. « Quand l'institué est de nature à empêcher l'instituant, prendre part et contribuer sont dissociés, et l'une des conditions essentielles de la démocratie comme mode de vie personnel est gravement absente. » (p. 118). Alors que *prendre part* peut induire une participation de surface qui consacre les institutions en place (celle des conseils de quartier parisiens, par exemple), *apporter une part* au monde des « initiatives » solidaires et citoyennes permet aux citoyens de s'engager dans l'instituant.

Chez Zask, il n'est pas attendu de capacités particulières de la part d'un individu dans la contribution à l'association (p. 128), sinon que celui-ci développe ses capacités dans le cadre d'un groupe qui lui donne accès aux ressources pour y parvenir et l'inscrit dans une configuration d'interactions. Si les membres d'une communauté politique sont interdépendants, ils ne sont néanmoins pas interchangeables ou irremplaçables. Mais quelle contribution serait finalement de nature à « individuer » son porteur, et à modifier par son action la forme même du groupe auquel il prend part ? Pour l'auteure, on peut y répondre en différenciant « contribution individuelle » et « contribution personnelle » (p. 136). Alors que l'individuel est d'ordre « privatif » (au sens où elle est donnée à l'individu), le personnel permet à la fois l'individuation de l'acteur, mais est aussi la résultante d'une réaction de l'individu à son environnement (et donc à la vie publique). En d'autres termes, la contribution personnelle n'est pas tant le propre d'un individu que le produit des processus d'association, de coopération et de communication : elle exprime un acte d'engagement de l'individu dans le public (« j'apporte cela pour faire œuvre commune ») susceptible d'améliorer la vie de la communauté dans son ensemble (p. 144). Cette contribution personnelle permet dans le même temps la transformation méliorative d'un groupe, et la réalisation de soi des individus, en dehors des rôles assignés des personnages sociaux. Dans l'héritage de Marx, Zask affirme ainsi que « supprimer la dimension contributive de l'existence, c'est supprimer l'homme » (p. 166).

Au-delà des discours sur la simple « délibération » (p. 193), Zask, se plaçant dans la lignée de Dewey et de Winnicott (1990), appelle à l'invention par la participation des conditions de la vie « bonne » pour assurer aux individus individuation et bien-être. Cela se fait par la menée d'enquêtes sociales dans lesquelles les individus s'impliquent activement. Zask nous entraîne dès lors à distinguer une enquête relevant d'intérêts privés et une enquête visant la réalisation d'intérêts publics. « Il y a lieu cependant de faire une distinction entre les enquêtes que nous entreprenons afin de dissiper les difficultés de nos propres activités (ce qui inclut les activités que nous menons en tant que membre des groupes auxquels nous nous sommes associés) et celles qui proviennent de l'impact sur notre vie d'activités auxquelles nous ne participons pas, qui nous sont étrangères et souvent inconnues, comme quand nous sommes contaminées par une pollution industrielle. » (p. 194). C'est en ce sens que Zask oppose les groupes de pression mis par la défense d'intérêts individuels mis en commun et les « publics » dont la portée est plus large, mobilisés autour de problèmes à résoudre, impliquant une pluralité d'individus concernés, engagés autour de la recherche de solutions. Développons cette idée à partir d'une même activité sociale : un collectif de chasseurs revendiquant la possibilité de chasser quotidiennement à des fins hédonistes et cherchant à démontrer le bien-fondé de cette pratique peut être considéré comme défendant des intérêts individuels, alors qu'un groupe d'agriculteurs, de chasseurs, d'élus et de commerçants souhaitant développer la chasse pour réguler le nombre de sangliers et limiter les dégâts causés sur la commune peut être considéré comme relevant d'intérêt public. La démocratie contributive, conceptualisée par Zask, est caractérisée à la fois par la résolution des problèmes posés aux « publics », la possibilité de contribution personnelle et donc d'individuation, et celle de se dissocier lorsque les cadres de la participation ne conviennent pas. En cela, la démocratie contributive se distingue de la démocratie participative mise en œuvre depuis plus d'une trentaine d'années en France : convergentes par certains principes – ouverture à la participation de tous, importance de la formation des citoyens, primauté des savoirs expérientiels, renforcement

de l'expression des minorités et ouverture aux citoyens « en situation » (p. 206) –, elles se distinguent par le choix des cadres de la participation. Dans la démocratie participative réellement existante, ce sont les élus de la démocratie représentative qui fixent les règles et qui imposent l'agenda public, empêchant en ce sens la constitution même de « publics ». Pourtant ce n'est « que lorsque les citoyens s'occupent eux-mêmes de transposer, et forment sous cet angle des communautés (et non des collectifs), que la participation comme contribution advient concrètement » (p. 216).

Mais *prendre part* et *apporter une part* ne peuvent suffire si les individus ne sont en mesure d'obtenir en échange des bénéfices. « On appellera bénéfice la part que les individus reçoivent de leur environnement et qui est indispensable à leur participation en termes de prendre part et de contribuer. » (p. 224). En d'autres termes, le fait de *recevoir une part* doit permettre aux individus de prendre part et de contribuer et, ainsi, parfaire leur individuation. Trois principes découlent selon l'auteure de cette première règle : tout d'abord les parts reçues par chacun doivent être adaptées à ses besoins et à ses capacités propres ; ensuite le bénéfice fait état d'une proposition à recevoir et non d'une obligation à recevoir ; enfin « la part mise à disposition doit permettre au bénéficiaire d'accéder à ce que valorise l'environnement dans lequel il vit » (p. 228). C'est ce dernier trait qui peut finalement lui permettre d'accéder à une socialisation adaptée à son milieu. S'appuyant sur les thèses anthropologiques de Marcel Mauss sur les systèmes économiques et juridiques, Zask montre combien un processus similaire existe au niveau démocratique. « Les individus ne peuvent contribuer à leur vie sociale et y prendre part qu'en articulant leur conduite aux éléments et dispositions qu'ils en ont reçus » (p. 236). Les « conditions intervenant activement dans le fonctionnement d'un être vivant, dans la persistance de sa vie et de son évolution » permettent la modulation de la contribution d'un individu en relation à ce qu'il lui est permis d'obtenir comme « moyens d'existence » (p. 238). Un environnement apporte des bénéfices lorsqu'il est en mesure de mettre à disposition des individus des ressources qui,

sans déterminer leurs actions, leur offrent une pluralité d'opportunités. C'est « grâce à son adaptabilité et à sa souplesse » que l'environnement donne « des possibilités d'exploration et d'action aux individus » qui sont « la condition et la marque de santé, à savoir la créativité des individus » (p. 250). À ce sujet, deux types de bénéfices sont mis en évidence : les bénéfices collectifs distribués de manière égale à l'ensemble des membres d'une communauté, et les bénéfices attachés aux besoins singuliers des individus ou de groupes particuliers (p. 252). Les premiers sont contingents, également proposés à tous sans distinction, et délivrés par les politiques publiques, quand les seconds permettent à l'individu d'être « propriétaire de soi » et encouragent l'initiative et la créativité. Pour Zask le « processus général de répartition des opportunités des ressources d'individuation dans une société donnée » s'appelle « une culture » (p. 261). Une culture juste et « cohérente » serait à même de proposer à ses membres ces deux types de bénéfices, de manière équilibrée (p. 246). La reconnaissance chez Zask constitue sans doute la liaison en point d'orgue qui associe les trois principes de la démocratie contributive. Car « le problème qui se pose est celui de la reconnaissance des contributions d'autrui » (p. 286) : « la non-reconnaissance de la contribution d'autrui équivaut à lui refuser une place dans l'histoire de l'humanité. » (p. 287). En ce sens, il est nécessaire d'accepter que celui qui entre une interaction avec moi entraîne des modifications sur mon existence, sur le groupe dont je suis membre ou sur les opportunités offertes par mon environnement, et d'accepter qu'en retour je puisse agir en réaction sur le soi de l'autre et son milieu de vie (p. 288).

Pour Zask, le déni de reconnaissance peut être caractérisé à trois niveaux : les contributions réalisées ne sont pas prises en compte et ne sont pas intégrées à une histoire commune plus large que l'histoire particulière du groupe ou de l'individu contributeur ; les facultés des groupes ou des individus sont niées – ils ne sont pas considérés comme des égaux, parfois même pas comme des humains ; l'individualité est privée radicalement des conditions requises pour apporter quelque contribution que ce soit (*ibid.*). La non-reconnaissance

empêche finalement l'individu de se constituer comme sujet politique : la démocratie contributive liant le prendre part, la contribution, le bénéfice et la reconnaissance est ainsi nécessaire à cette affirmation de soi au sein de la communauté politique. Finalement, « la coprésence des trois modes de la participation permet de tempérer des excès, elle permet aussi d'associer sérieusement les individus à l'histoire qui se trouve être la leur. Ce que montre la participation est que les meilleures conditions d'individuation sont aussi les meilleures conditions d'intégration sociale. » (p. 321).

Joëlle Zask est une héritière de Dewey qui réussit à élargir le sens de ses propositions et à les mettre à l'épreuve de la participation telle qu'elle est pratiquée et vécue concrètement. Une traduction des propositions de l'auteure dans des dispositifs d'action publique serait une piste intéressante à poursuivre. Elle pourrait lever nombre d'obstacles aux logiques de participation et consacrerait l'originalité de l'œuvre de Dewey et de sa conception pragmatiste de « l'idéal démocratique ».

BIBLIOGRAPHIE

- BLONDIAUX Loïc (2017), *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Éditions du Seuil.
- CARREL Marion (2013), *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions.
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », in R. Badouard, C. Mabi & L. Monnoyer-Smith (dir.), *Questions de communication*, numéro spécial « Arènes du débat public », n° 30, p. 25-64.
- CEFAÏ Daniel, BIDET Alexandra, FREGA Roberto, HENNION Antoine, STAVO-DEBAUGE Joan & Cédric TERZI (2015), Introduction au numéro spécial « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations », *SociologieS. Revue de l'AISLF*. En ligne : [journals.openedition.org/sociologies/4915].
- CHANIAL Philippe (2001), *Justice, don et association. La délicate essence de la démocratie*, Paris, La Découverte/Mauss.
- DEWEY John (1927/2010), *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1930/2018), *L'individualisme - ancien et nouveau*, in Id. *Écrits politiques*, Paris, Gallimard, p. 269-358.
- DEWEY John (1935/2014), *Après le libéralisme. Ses impasses, son avenir*, Paris, Flammarion.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique. La théorie de l'enquête*, trad. G. Deledalle, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (2018), *Écrits politiques*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John & Arthur BENTLEY (1949/1989), *Knowing and The Known. The Later Works 1949-1952*, vol. 16, Carbondale, Southern Illinois University Press.
- FREGA Roberto (2014), « Between Pragmatism and Critical Theory : Social Philosophy Today », *Human Studies*, 37 (1), p. 57-82.
- FUNG Archon & Erik Olin WRIGHT (2003), « Thinking About Empowered Participatory Governance », in Id. (dir.), *Deepening Democracy : Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, New-York, Verso, p. 3-42.
- FUNG Archon & Erik Olin WRIGHT (2005), « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative et délibérative », in Bacqué M.-H, Rey H. & Sintomer Y. (dir), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p. 49-80.
- ION Jacques (1994), « L'évolution des formes de l'engagement public. Engagement politique », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Science-Po, p. 23-39.
- ION Jacques (1997), *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- KAUFMANN-OSBORN Timothy (1985), « Pragmatism, Policy Science, and the State », *American Journal of Political Science*, 29 (4), p. 827-849.

- MADELRIEUX Stéphane (2016), *La philosophie de John Dewey*, Paris, Vrin.
- NEZ Héloïse (2013), « Les budgets participatifs européens peinent à lutter contre la ségrégation », *Mouvements*, 74 (2), p. 123-131.
- PEREIRA Irène (2010), *Les travailleurs de la culture en lutte : le syndicalisme d'action directe face aux transformations du capitalisme et de l'État dans le secteur de la culture*, Paris, Éditions d'Ores et déjà.
- PUTNAM Robert (2000), *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.
- RENAULT-TINACCI Mathilde (2016), « Participation citoyenne institutionnelle : Quelle place pour la forme collective ? L'exemple du budget participatif de la ville de Paris », Communication présentée au xx^e Congrès de l'AISLF, Université de Montréal et Université du Québec à Montréal.
- ROUDET Bernard (2004), « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif », *Lien social et Politiques*, 51, p. 17-27.
- SANDEL Michael (1985), « The Procedural Republic and the Unencumbered Self », *Political Theory*, 12 (1), p. 81-96.
- SINTOMER Yves, HERZBERG Carsten & Anja RÖCKE (2008), *Les budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public*, Paris, La Découverte.
- THOURY Claire (2017), *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*, thèse de doctorat en sociologie, Université Sorbonne Paris Cité.
- TOCQUEVILLE Alexis de (1835 et 1840/1992), *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard.
- WINNICOTT Donald W. (1990), *La nature humaine*, Paris, Gallimard.
- ZASK Joëlle (1999), « John Dewey on Political Action and Social Philosophy », *Revue internationale de philosophie*, p. 21-36.
- ZASK Joëlle (2000), *L'opinion publique et son double*, Paris, L'Harmattan.
- ZASK Joëlle (2008), « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle », *Tracés. Revue de sciences humaines* [En ligne], 15 | mis en ligne le 1^{er} décembre 2010, consulté le 31 juillet 2019, [\[journals.openedition.org/traces/753\]](https://journals.openedition.org/traces/753).
- ZASK Joëlle (2010), « Self-gouvernement et pragmatisme : Jefferson, Thoreau, Tocqueville, Dewey », *Etica & Politica/Ethics & Politics*, XII, 1, p. 113-133.
- ZASK Joëlle (2011), *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- ZASK Joëlle (2015), *Introduction à John Dewey*, Paris, La Découverte.
- ZASK Joëlle (2018), « Individualité et totalitarisme », préface à J. Dewey, *Écrits politiques*, Paris, Gallimard, p. 24-36.
- ZIMMERMANN Bénédicte (2006), « Pragmatism and the Capability Approach : Challenges in Social Theory and Empirical Research », *European Journal of Social Theory*, vol. 9 (4), p. 467-484.

NOTE

1 L'Introduction à John Dewey de Joëlle Zask mobilise peu d'études empiriques pour illustrer la portée de la pensée de Dewey. Celle-ci petit à petit fait son chemin en sciences sociales et politiques. Le lecteur pourra se référer aux nombreuses enquêtes menées par les membres du Groupement d'intérêt scientifique « Démocratie & Participation » [participation-et-democratie.fr/] et publiées par la revue *Participations*.